

Ordonnance instituant des mesures à l'encontre de la Côte d'Ivoire

946.231.13

du 19 janvier 2005 (Etat le 22 janvier 2013)

Le Conseil fédéral suisse,

vu l'art. 2 de la loi du 22 mars 2002 sur les embargos (LEmb)¹,
vu la résolution 1572 (2004)² du Conseil de sécurité des Nations Unies,
arrête:

Section 1 Mesures de coercition

Art. 1 Interdiction de fournir des biens d'équipement militaires et du matériel connexe

¹ La fourniture, la vente ainsi que le transit à destination de la Côte d'Ivoire de biens d'équipement militaires de toute sorte, en particulier d'aéronefs militaires et d'autres matériels militaires, sont interdits.

² La fourniture à la Côte d'Ivoire de toute assistance, conseil ou formation se rapportant à des activités militaires est interdite.

³ Le Secrétariat d'Etat à l'économie (SECO) peut, après consultation des offices compétents du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE), autoriser des exceptions aux interdictions prévues aux al. 1 et 2:

- a. pour des fournitures destinées exclusivement à l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et aux forces françaises qui la soutiennent;
- b. pour la fourniture de matériel militaire non létal destiné exclusivement à un usage humanitaire ou de protection;
- c. pour la fourniture de vêtements de protection (p.ex. des gilets pare-balles) pour l'usage du personnel des Nations Unies, des représentants des médias et des agents humanitaires;
- d. pour des fournitures temporairement exportées vers la Côte d'Ivoire à l'intention des forces d'un Etat qui, conformément au droit international, facilite l'évacuation de ses nationaux.

⁴ Les dispositions de la loi du 13 décembre 1996 sur le contrôle des biens³ et de la loi fédérale du 13 décembre 1996 sur le matériel de guerre⁴ sont réservées.

AS 2005 699

¹ RS 946.231

² www.un.org (Documentation, Maps/Security Council/Resolutions)

³ RS 946.202

⁴ RS 514.51

Art. 2 Gel des avoirs et des ressources économiques

¹ Les avoirs et les ressources économiques appartenant à ou sous contrôle des personnes, entreprises et entités citées en annexe sont gelés.

² Il est interdit de fournir des avoirs aux personnes, entreprises et entités visées par le gel des avoirs ou de mettre à leur disposition, directement ou indirectement, des avoirs ou des ressources économiques.

³ Le SECO peut, exceptionnellement, après avoir consulté les offices compétents du DFAE et du Département fédéral des finances, autoriser des versements prélevés sur des comptes bloqués, des transferts de biens en capital gelés et le déblocage de ressources économiques gelées afin de protéger des intérêts suisses ou de prévenir des cas de rigueur.

Art. 3 Définitions

Au sens de la présente ordonnance, on entend par:

- a. *avoirs*: tous les actifs financiers, y compris le numéraire, les chèques, les créances monétaires, les lettres de change, les mandats ou autres moyens de paiement, les dépôts, les créances et reconnaissances de dette, les titres et titres de dette, les certificats de titres, les obligations, les titres de créances, les options, les lettres de gage, les dérivés; les recettes d'intérêts, les dividendes ou autres revenus ou plus-values engendrés par des biens en capital; les crédits, les droits à des compensations, les cautions, les garanties d'exécution de contrats ou autres engagements financiers; les accreditifs, les connaissements, les contrats d'assurance, les documents de titrisation de parts à des fonds ou à d'autres ressources financières et tout autre instrument de financement des exportations;
- b. *gel des avoirs*: le fait d'empêcher toute action permettant la gestion ou l'utilisation des avoirs, à l'exception des actions administratives normales effectuées par des instituts financiers;
- c. *ressources économiques*: les valeurs de quelque nature que ce soit, corporelles ou incorporelles, mobilières ou immobilières, en particulier les immeubles et les biens de luxe, à l'exception des avoirs au sens de la let. a;
- d. *gel des ressources économiques*: toute action visant à empêcher leur utilisation afin d'obtenir des avoirs, des biens ou des services de quelque manière que ce soit, y compris par leur vente, leur location ou leur hypothèque.

Art. 4 Interdiction d'entrée en Suisse et de transit par la Suisse

¹ L'entrée en Suisse et le transit par la Suisse sont interdits aux personnes physiques citées en annexe.

² L'Office fédéral des migrations peut accorder des dérogations en conformité avec les décisions du Comité compétent du Conseil de sécurité des Nations Unies ou si la protection d'intérêts suisses l'exige.

Section 2 Exécution et dispositions pénales

Art. 5 Contrôle et exécution

¹ Le SECO surveille l'exécution des mesures de coercition selon les art. 1 et 2.

² L'Office fédéral des migrations surveille l'exécution de l'interdiction d'entrée et de transit selon l'art. 4.

³ Le contrôle à la frontière incombe à l'Administration fédérale des douanes.

⁴ Sur instructions du SECO, les autorités compétentes prennent les mesures nécessaires pour le gel des ressources économiques, p. ex. la mention d'un blocage du registre foncier ou la saisie ou la mise sous scellé des biens de luxe.

Art. 6 Déclaration obligatoire

¹ Les personnes ou les institutions qui détiennent ou gèrent des avoirs ou qui ont connaissance de ressources économiques dont il faut admettre qu'ils tombent sous le coup du gel selon l'art. 2, al. 1, doivent le déclarer sans délai au SECO.

² Sur la déclaration doivent figurer le nom du bénéficiaire, l'objet et la valeur des avoirs et des ressources économiques gelés.

Art. 7 Dispositions pénales

¹ Quiconque viole les dispositions des art. 1, 2 ou 4 est puni conformément à l'art. 9 LEmb.

² Quiconque viole les dispositions de l'art. 6 est puni conformément à l'art. 10 LEmb.

³ Le SECO poursuit et juge les infractions au sens des art. 9 et 10 LEmb; il peut ordonner des saisies ou des confiscations.

Section 3 Entrée en vigueur

Art. 8

La présente ordonnance entre en vigueur le 20 janvier 2005.

*Annexe*⁵
(art. 2, al. 1, et 4, al. 1)

Personnes physiques, entreprises et entités soumises aux mesures de coercition prévues aux art. 2 et 4

LAST NAME	FIRST NAME	ALIAS	DATE OF BIRTH/PLACE OF BIRTH/NATIONALITY	PASSPORT/IDENTIFYING INFORMATION	DESIGNATION/JUSTIFICATION
BLÉ GOUDÉ	Charles	Général Génie de Kpo Gbapé Zadi	Date of Birth: 01.01.1972 Place of Birth: Guibéroua (Gagnoa) or Niagbrahio/Guiberoua or Guiberoua Nationality: Ivorian Address known in 2001: Yopougon Selmer, Bloc P 170; also at Hotel Ivoire Address declared in travel document n. C2310421 issued by Switzerland on 15.11.2005 and valid until 31.12.2005: Abidjan, Cocody	Passport: 04LE66241 République de Côte d'Ivoire Issued on: 10.11.2005 Valid until: 09.11.2008 PD.: AE/088 DH 12 République de Côte d'Ivoire Issued on: 20.12.2002 Valid until: 11.12.2005 P.: 98LC39292 République de Côte d'Ivoire Issued on: 24.11.2000 Valid until: 23.11.2003	Leader of COJEP («Young Patriots»), repeated public statements advocating violence against United Nations installations and personnel, and against fo- reigners; direction of and participation in acts of vio- lence by street militias, including beatings, rapes and extrajudicial killings; intimi- dation of the United Nations, the International Working Group (IWG), the political opposition and independent press; sabotage of internatio- nal radio stations; obstacle to the action of the IWG, the United Nations Operation in

⁵ Nouvelle teneur selon le ch. I de l'O du DEFR du 18 janv. 2013, en vigueur depuis le 22 janv. 2013 (RO 2013 333).

LAST NAME	FIRST NAME	ALIAS	DATE OF BIRTH/PLACE OF BIRTH/NATIONALITY	PASSPORT/IDENTIFYING INFORMATION	DESIGNATION/JUSTIFICATION
					Côte d'Ivoire (UNOCI), the French Forces and to the peace process as defined by resolution 1643 (2005).
DJÉDJÉ	Alcide		Date of Birth: 20.10.1956 Place of Birth: Abidjan, Côte d'Ivoire Nationality: Ivorian		Close advisor to Mr. Gbagbo: participation in the illegitimate government of Mr. Gbagbo, obstruction of the peace and reconciliation process, public incitement to hatred and violence.
DJUÉ	Eugène N'goran Kouadio		Date of Birth: 01.01.1966 or 20.12.1969 Nationality: Ivorian	Passport: 04 LE 017521 Issued on: 10.02.2005 Valid until: 10.02.2008	Leader of the Union des Patriotes pour la Libération Totale de la Côte d'Ivoire (UPLTCI). Repeated public statements advocating violence against United Nations installations and personnel, and against foreigners; direction of and participation in acts of violence by street militias, including beatings, rapes and extrajudicial killings; obstacle to the action

LAST NAME	FIRST NAME	ALIAS	DATE OF BIRTH/PLACE OF BIRTH/NATIONALITY	PASSPORT/IDENTIFYING INFORMATION	DESIGNATION/JUSTIFICATION
					of IWG, UNOCI, the French Forces and to the peace process as defined by resolution 1643 (2005).
FOFIE	Martin Kouakou		Date of Birth: 01.01.1968 Place of Birth: Bohi, Côte d'Ivoire Nationality: Ivorian	Burkina Faso Identity Card Number: 2096927 Issued on: 17.03.2005 Burkina Faso Nationality Certificate: CNB N.076 (17.02.2003) Father's Name: Yao Koffi FOFIE Mother's Name: Ama Krouama KOSSONOU Côte d'Ivoire Identity Card Number: 970860100249 Issued on: 05.08.1997 Valid until: 05.08.2007	Chief Corporal New Force Commandant, Korhogo Sector. Forces under his command engaged in recruitment of child soldiers, abductions, imposition of forced labor, sexual abuse of women, arbitrary arrests and extrajudicial killings, contrary to human rights conventions and to international humanitarian law; obstacle to the action of the IWG, UNOCI, French Forces and to the peace process as defined by resolution 1643 (2005).
GBAGBO	Laurent		Date of Birth: 31.05.1945 Place of Birth:		Former President of Côte d'Ivoire: obstruction of the peace and reconciliation

LAST NAME	FIRST NAME	ALIAS	DATE OF BIRTH/PLACE OF BIRTH/NATIONALITY	PASSPORT/IDENTIFYING INFORMATION	DESIGNATION/JUSTIFICATION
			Gagnoa, Côte d'Ivoire Nationality: Ivorian		process, rejection of the results of the presidential election.
GBAGBO	Simone		Date of Birth: 20.06.1949 Place of Birth: Moossou, Grand-Bassam, Côte d'Ivoire Nationality: Ivorian		Chairperson of the Parliamentary Group of the Ivorian Popular Front (FPI): obstruction of the peace and reconciliation process, public incitement to hatred and violence.
N'GUESSAN	Pascal Affi		Date of Birth: 01.01.1953 Place of Birth: Bouadriko, Côte d'Ivoire Nationality: Ivorian	Passport Number: PD - AE 09DD00013	Chairman of the Ivorian Popular Front (FPI): obstruction of the peace and reconciliation process, incitement to hatred and violence.
TAGRO	Désiré		Date of Birth: 27.01.1959 Place of Birth:	Passport Number: PD - AE 065FH08	Secretary-General of the so-called «presidency» of Mr. Gbagbo: participation in the illegitimate government

LAST NAME	FIRST NAME	ALIAS	DATE OF BIRTH/PLACE OF BIRTH/NATIONALITY	PASSPORT/IDENTIFYING INFORMATION	DESIGNATION/JUSTIFICATION
			Issia, Côte d'Ivoire Nationality: Ivorian Deceased on: 12.04.2011 in Abidjan		of Mr. Gbagbo, obstruction of the peace and reconciliation process, rejection of the results of the presidential election, participation in violent repressions of popular movements.
